

GROUPE COMMUNISTE ET CITOYENS

**Communiqué de presse de Nadine GARCIA
Conseillère générale du canton de Nanterre Sud-est**

Le Conseil général libéralise à nouveau l'insertion :

381 000 € pour une société cotée en bourse

A peine un mois après la Journée nationale consacrée à l'insertion des bénéficiaires du rSa, et après avoir communiqué sur la mise en place d'un Conseil départemental de « l'économie sociale »... **Le Conseil Général vient d'attribuer 70% d'une prestation d'insertion à destination des bénéficiaires du RSA à CLAF Accompagnement !**

Le Groupe CLAF s'est récemment illustré dans la presse : La direction régionale Poitou-Charentes de Pôle emploi vient de suspendre ses engagements avec cette société en attendant que cette dernière « fournisse la preuve de sa capacité à répondre normalement à toutes les exigences des cahiers des charges »¹.

Et la synthèse de la commission d'appel d'offres de notre Département est sans appel :

- Les liens avec les autres acteurs du PDI-RE ? **insuffisants** ou **absents** !
- Les locaux ? exigus, excentrés, parfois **un seul bureau individuel** !
- Les intervenants ? Diplômes **non fournis**, CV **incomplets** !

Un seul argument a compté :

« L'offre du candidat est très intéressante au niveau du prix » !

Cette société, qui va intervenir **dans tout le département**, évince **onze des douze associations** du dispositif et risque d'aggraver la situation de **60% des allocataires du rSa**.

La Majorité départementale fait une fois encore preuve **d'irresponsabilité et d'aventurisme**. Une fois encore, car ce n'est **pas un coup d'essai** :

- En 2005, **FORGECO et MANPOWER**, s'étaient vus attribuer 60% du marché relatif à la mise en œuvre des Contrats d'Insertion-Revenu Minimum d'Activité. Ils n'avaient fait signer **aucun contrat d'insertion. Coût de l'opération ? 35 000€ !**
- Entre 2006 et 2010, **INGEUS**, s'était vu attribuer le marché de placement et reclassement dans l'emploi de 6 500 bénéficiaires du Revenu Minimum d'Insertion. Il n'avait replacé que **492 personnes dans l'emploi. Coût de l'opération ? 18 M€ !**

La Majorité départementale, en continuant sur sa politique de confier au secteur privé lucratif le marché de l'insertion prend une lourde responsabilité.

Elle handicape les possibilités de retour à l'emploi de 20 000 allocataires qui sont des personnes en grande difficulté et pour lesquels le Département devrait faire preuve de la plus grande solidarité.

Deuxièmement, la Majorité départementale détruit le réseau associatif spécialisé dans l'insertion qui a fait ses preuves depuis de nombreuses années dans notre Département.

Il est urgent de réagir, on ne peut pas laisser faire une politique aussi désastreuse !

¹ La Charente Libre, 24 février 2011 « Pôle emploi : le clash du CLAF » - <http://www.charentelibre.fr/2011/02/24/pole-emploi-le-clash-du-claf,1023067.php>